



HAL
open science

Psychologie sociale et critique de la légitimité démocratique chez l'intellectuel conservateur brésilien Antônio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974)

Rodrigo Nabuco de Araujo

► To cite this version:

Rodrigo Nabuco de Araujo. Psychologie sociale et critique de la légitimité démocratique chez l'intellectuel conservateur brésilien Antônio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974). *Histoire@Politique*: revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2023, Les droites dans les Amériques aux XXe et XXIe siècles: entre démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie (50), 10.4000/histoirepolitique.14573 . hal-04305806

HAL Id: hal-04305806

<https://hal.univ-reims.fr/hal-04305806v1>

Submitted on 24 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

Psychologie sociale et critique de la légitimité démocratique chez l'intellectuel conservateur brésilien Antônio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974)

Social Psychology and the Critique of Democratic Legitimacy by Brazilian Conservative Intellectual Antonio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974)

Rodrigo Nabuco de Araujo



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/14573>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.14573](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.14573)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Ce document vous est offert par Université de Reims Champagne-Ardenne



Référence électronique

Rodrigo Nabuco de Araujo, « Psychologie sociale et critique de la légitimité démocratique chez l'intellectuel conservateur brésilien Antônio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974) », *Histoire Politique* [En ligne], 50 | 2023, mis en ligne le 01 novembre 2023, consulté le 24 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/14573> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.14573>

Ce document a été généré automatiquement le 24 novembre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Psychologie sociale et critique de la légitimité démocratique chez l'intellectuel conservateur brésilien Antônio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974)

Social Psychology and the Critique of Democratic Legitimacy by Brazilian Conservative Intellectual Antonio Carlos Pacheco e Silva (1961-1974)

Rodrigo Nabuco de Araujo

- 1 La période suivant la Seconde Guerre mondiale correspond à un moment de recomposition de la pensée contre-révolutionnaire au Brésil autour des questions posées par les intellectuels conservateurs sur la démocratie. Entre décembre 1945 et avril 1964, le Brésil connaît en effet sa première véritable expérience démocratique avec une forte participation politique permise par l'instauration du suffrage universel pour les électeurs alphabétisés¹. L'assemblée souveraine élue élabore la nouvelle constitution qui garantit les prérogatives du pouvoir exécutif et maintient l'intervention de l'État dans les syndicats. Le nouveau régime se veut démocratique et libéral, en réaction au régime dictatorial dit de l'*Estado Novo* (1937-1945)². Pendant cette période, de nouveaux partis se placent sur l'échiquier en fonction de leur position à l'égard de l'héritage du dictateur sortant, Getúlio Vargas (1930-1945). Vargas fonde lui-même le Parti travailliste brésilien (PTB) et, en même temps, donne son soutien aux gouverneurs des États pour la création du Parti social démocratique (PSD). Enfin, il scelle une alliance avec le Parti communiste brésilien. L'alliance PTB/PSD réunit à elle seule la majorité des représentants à l'Assemblée nationale et aux Chambres législatives des États. Jusqu'en 1960, les victoires du PTB alternent avec celles du PSD aux élections présidentielles. Vargas revient même à la présidence par le suffrage universel en 1950, avant de se suicider quatre ans plus tard.

- 2 La droite libérale est réunie sous la bannière de l'Union démocratique nationale (UDN), une formation politique hétérogène qui ne parvient pas à faire élire ses candidats à la présidence de la République. À l'Assemblée nationale comme dans les élections locales, l'UDN constitue toutefois l'opposition principale à l'alliance entre les partis travailliste et social démocratique³. Elle incarne le désir de rassembler toutes les forces d'opposition à Vargas en un front uni autour de valeurs comme l'antiétatisme, le moralisme, l'élitisme, l'anticommunisme et la restriction de la participation politique des classes populaires⁴. Les principaux cadres de l'UDN cherchent aussi l'appui des forces armées qui, bien que profondément divisées, restent un acteur majeur du jeu politique.
- 3 Pendant cette période de construction de la démocratie, les acteurs politiques radicalisent leurs positions et le champ intellectuel se reconfigure. À gauche, les Ligues paysannes voient le jour au Nordeste, les syndicats montrent leur pouvoir de mobilisation des travailleurs et l'Institut supérieur d'études brésiliennes s'affirme comme lieu de rencontre des secteurs progressistes, protectionnistes et nationalistes. Les forces politiquement conservatrices et économiquement libérales sont quant à elles très actives dans les médias et occupent des postes clés dans plusieurs institutions, notamment à l'École supérieure de guerre (ESG), établissement créé en 1949 et soumis à l'état-major des forces armées. L'ESG est un lieu de socialisation professionnelle d'intellectuels, de hauts fonctionnaires, de grands industriels et d'officiers des trois armes⁵. L'ESG et d'autres institutions de production de savoir forment un réseau structuré et influent qui est à l'origine d'une réarticulation des relations entre l'État et les intellectuels. Cette restructuration des forces pose la question des références et des modèles en matière de régime politique.
- 4 Intellectuel économiquement libéral et politiquement conservateur, Antônio Carlos Pacheco e Silva joue un rôle majeur dans ces débats, en raison de ses multiples appartenances. Il est à la fois médecin psychiatre, professeur à l'Université de São Paulo et membre de l'UDN. Par ses articles parus dans la presse à grand tirage et par ses nombreux ouvrages spécialisés dans la psychologie sociale et la guerre psychologique, il contribue à l'élaboration d'une critique de l'État démocratique et du suffrage universel⁶. Son interprétation de la place qu'occupent les classes populaires dans la démocratie donne un second souffle à des idées contre-révolutionnaires et antihumanistes comme l'opposition au principe d'égalité devant la loi et le refus du droit des peuples à choisir librement leurs dirigeants par le vote⁷.
- 5 Nous nous appuyons sur des textes écrits par Pacheco e Silva parus entre 1959 et 1974 : trois articles de presse, parus dans le journal d'opposition de droite *O Globo* et dans la revue *France-Amériques Magazine*, organe de presse du groupe d'Amitié France-Amériques ; ses mémoires, *Reminiscências*, parus en 1995 ; et deux conférences prononcées en 1959 à l'École supérieure de guerre et en 1961 à la Fédération d'industries de l'État de São Paulo (FIESP), le principal et plus influent syndicat patronal au Brésil. De taille inégale, ces documents ne portent pas directement sur la démocratie. Ils permettent cependant d'examiner comment Pacheco e Silva participe à la construction des représentations de la démocratie brésilienne. Afin d'expliquer l'importance de son discours, nous examinerons tout d'abord sa position d'intellectuel de l'élite brésilienne. Nous étudierons ensuite sa critique de la démocratie et du suffrage universel. Nous terminerons enfin par une analyse des arguments qu'il utilise pour légitimer le coup d'État civil et militaire du 31 mars 1964.

Un intellectuel conservateur au cœur de l'élite patronale

- 6 Le soutien, voire la participation, des civils au coup d'État de mars 1964 puis à la dictature qui en a résulté a fait l'objet d'un nombre croissant de recherches depuis les dix dernières années. Documents et témoignages collectés par les historiens montrent que le coup d'État est le résultat d'une pluralité de complots et d'une multiplicité d'opérations de noyautage, de propagande et de blocage des réseaux adverses. Il n'est ni seulement une opération militaire ni uniquement une action politique mais une association d'opérations civiles et militaires synchronisées et autonomes⁸. La catégorie d'analyse civilo-militaire et l'idée d'un archipel de complots ne doivent toutefois pas affaiblir le constat que la légitimité du régime vient de l'initiative militaire⁹. En avril 1964, les militaires s'installent au pouvoir et s'appuient sur dix-sept Actes institutionnels qui se substituent à la Constitution, ont force de loi et forment la source même du pouvoir militaire, légitimant et légalisant le nouveau régime¹⁰.
- 7 La Commission nationale de la vérité (CNV) sur les crimes commis par l'État brésilien pendant la dictature de sécurité nationale (1964-1985), et notamment son groupe de travail consacré aux civils qui ont collaboré avec la dictature, ont soulevé de nombreuses questions. La CNV a contribué à déconstruire le mythe selon lequel la société brésilienne avait vécu la dictature comme un cauchemar : les années de plomb, marquées par la répression et la torture, ont aussi été pour certains des années « en or » et coïncidé, par exemple, avec une période de forte croissance économique¹¹. Le rapport final de la CNV a rappelé l'importance des gouverneurs dans l'articulation du coup d'État, souligné la fracture entre le président de la République, João Goulart, et les élus régionaux et retracé l'engagement des parlementaires, des magistrats et des intellectuels dans l'appui au coup d'État¹². Il a également mis en évidence la participation des industriels, membres du syndicat patronal FIESP et actionnaires des plus grandes entreprises, dans la création de l'Institut d'études et de recherches sociales (Instituto de Pesquisa e Estudos Sociais, IPES), un groupe de pensée néo-libéral. L'IPES a beaucoup contribué à la coordination des oppositions à João Goulart, mené une campagne de déstabilisation contre le gouvernement et produit une importante littérature qui a légitimé et soutenu le projet de transformation du Brésil.
- 8 Antônio Carlos Pacheco e Silva (1898-1988) est un intellectuel issu de l'élite latifundiste et industrielle de l'État de São Paulo, membre de l'UDN et de la FIESP. Il est surtout connu pour son travail en tant que psychiatre à la direction de l'hôpital de Juqueri, à São Paulo, où il introduit les thèses sur l'hygiène mentale dans l'entre-deux-guerres¹³. Après 1945, il tient un rôle plus politique qu'universitaire en menant une réflexion autour de la psychologie sociale et du danger que représente la manipulation des masses pour la démocratie libérale. S'il n'est pas lui-même l'auteur d'une doctrine d'action psychologique véritablement nationale, il est néanmoins un passeur culturel, un médiateur entre des auteurs français et brésiliens. Professeur de psychiatrie à l'Université de São Paulo, il est aussi entrepreneur et fait fortune en faisant construire des hôpitaux psychiatriques qu'il revend à l'État. Grâce à sa participation à des conseils d'administration de banques d'investissement, il bâtit fortune et réputation auprès des milieux d'affaires nationaux et internationaux¹⁴. Stagiaire puis membre du corps

enseignant de l'École supérieure de guerre depuis 1958, il se consacre à l'étude et à l'enseignement de la guerre psychologique.

- 9 Pacheco e Silva s'engage dès les années 1920 dans les luttes politiques. Il participe à la révolte fédéraliste de São Paulo en 1932 contre le projet centralisateur et autoritaire de Getúlio Vargas et se fait élire député représentant la classe patronale à l'Assemblée constituante de 1934¹⁵. En 1945, il n'adhère pas immédiatement à l'UDN mais soutient ses candidats et s'oppose en 1960 à l'alliance de ce parti avec Jânio Quadros, candidat puis président de la République (janvier-août 1961), qu'il décrit comme un homme politique psychotique et déséquilibré¹⁶. En 1966, lorsque la dictature de sécurité nationale interdit tous les partis existants et instaure un bipartisme officiel, il adhère au parti de gouvernement, l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA), et entre dans sa commission exécutive¹⁷. Dans les années 1970, il publie des articles et présente des conférences dans le but de construire une image positive du régime militaire à l'étranger¹⁸.
- 10 L'activité intellectuelle et politique de Pacheco e Silva pendant toutes ces années est intense et fait de lui un acteur multi-positionné et influent. Universitaire reconnu, il publie plus de 1 200 articles, au Brésil comme à l'étranger, et dirige la Fédération internationale de santé mentale pendant de nombreuses années. Homme de pouvoir et d'influence, il est, de 1938 à 1943, le premier président de l'Union culturelle Brésil-États-Unis, une association philanthropique liée à Washington qui a pour objectif de promouvoir la langue et la culture états-uniennes. Il y fréquente des hommes d'affaires états-uniens attirés par le Brésil comme Nelson Rockefeller. Entrepreneur atypique, Pacheco e Silva préside le Forum Roberto Simonsen, organe de la Fédération d'industries de l'État de São Paulo. Réserviste de l'armée de terre, il est médecin militaire avec le grade de commandant et entretient des relations d'amitié avec le général Castello Branco, premier président du régime militaire (1964-1967)¹⁹. Homme de réseaux, Pacheco e Silva participe en novembre 1961, au lendemain de la démission du président Jânio Quadros, à la fondation de l'Institut de recherches et d'études sociales (IPES)²⁰. Anticommuniste militant enfin, il s'affilie à la Ligue mondiale anticommuniste (World Anti-Communist League - WACL), organisation non gouvernementale fondée par Chiang Kai-Shek, à Taïwan, pour rassembler hommes politiques et militants d'extrême droite. Puis, il participe à la fondation de la Confédération anticommuniste latino-américaine (CAL) et coordonne le congrès de celle-ci, en janvier 1974, à Rio de Janeiro²¹. Bref, Pacheco e Silva associe des positions, des légitimités et des sociabilités aussi diverses que puissantes.
- 11 Pacheco e Silva publie de nombreux ouvrages, notamment *Direito à saúde* (1934), *Problemas de higiene mental* (1936), *Psiquiatria clínica e forense* (1940), *Hippies, drogas, sexo, poluição* (1974)²² et de nombreux articles sur des sujets aussi divers que l'actualité politique, les effets de la propagande sur le comportement politique des individus, la santé mentale au travail, la consommation de drogues, la sécurité nationale, l'écologie et les conséquences morales de la contre-culture des années 1970. Ses prises de parole ont une visée pédagogique pour expliquer les limites de la démocratie et proposer des solutions. En tant que médecin, il pose un diagnostic ; en tant qu'intellectuel, il émet un avis public.

Les pathologies de la démocratie

- 12 Devant le syndicat patronal, en 1961, puis dans la revue de l'Association commerciale de l'État de São Paulo, Pacheco e Silva définit la démocratie comme une forme de société et non comme un régime. Il résume en quelques lignes le besoin d'appartenir à une communauté de destin chrétienne démocratique et occidentale qui serait un legs, empreint de morale religieuse, des ancêtres européens. Pour lui, « les Grecs nous ont légué les bases essentielles de la civilisation moderne, dont les piliers s'ancrent sur les principes positifs et vrais des grands penseurs²³ ». Pacheco e Silva défend la démocratie libérale et énumère les valeurs de la civilisation démocratique, chrétienne et occidentale :
- « [...] Le respect de la personne humaine ; la liberté de conscience ; la conviction que l'État est fait pour l'homme et non l'homme pour l'État ; la défense de nos traditions chrétiennes. Ces valeurs de la civilisation occidentale reposent sur sa tradition philosophique de la vie et sur les principes démocratiques qui méritent d'être défendus au prix du sacrifice de la vie elle-même²⁴. »
- 13 Lecteur de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier, comme nombre d'intellectuels de sa génération, il ne les cite pas directement et ne reprend pas tels quels leurs concepts. Si l'origine de la civilisation démocratique se situe dans la Grèce antique, néanmoins, l'émergence du concept de « personne humaine » rompt avec les pratiques juridiques de l'Antiquité où le citoyen n'était pas réellement libre. L'idée d'une personne qui a des droits et des devoirs serait née avec le christianisme : lorsque Dieu se fait homme, il donne sa vie en sacrifice pour la rédemption du genre humain. La personne humaine remplace dans l'extrait ci-dessus l'idée d'individu tandis que la participation civique apparaît sous la forme d'un sacrifice, c'est-à-dire une mise à mort volontaire pour sauver la civilisation. La civilisation démocratique et chrétienne apparaît menacée sur différents fronts et l'auteur se concentre sur deux aspects : le mal-développement et l'entrée des masses dans le jeu politique.
- 14 Pacheco e Silva questionne la survie de la civilisation occidentale, démocratique et chrétienne. Le socialisme, l'individualisme, la dictature et même la démocratie sont les manifestations d'un questionnement moral et spirituel profond sur la notion de liberté. L'homme est-il libre par nature ou devient-il libre par l'action de l'État ? Le débat s'articule autour de la capacité qu'a l'homme d'exercer pleinement sa liberté et des situations susceptibles de l'en empêcher. En vertu de ces principes, l'auteur analyse, dans un article paru dans le périodique *O Globo* le 20 septembre 1961, les faiblesses de la démocratie brésilienne et les menaces pesant sur la civilisation, quelques semaines après la démission du président Jânio Quadros :
- « La croissance démographique rapide des républiques latino-américaines, les grandes concentrations humaines urbaines, les difficultés d'intégration des conditions économiques, la disparité du niveau de vie entre ceux qui habitent les grandes villes et ceux des régions sous-développées se reflètent dans la vie psychique, altérant son cours normal²⁵. »
- 15 L'auteur s'appuie sur des analyses macrosociales pour expliquer l'origine des problèmes démocratiques : l'industrialisation avancée et la prospérité des États du Sud du Brésil par opposition aux conditions de sous-développement et de paupérisme des États du Nord. Ces arguments sont alors couramment utilisés pour expliquer les problèmes latino-américains : l'environnement hostile, la dichotomie villes/campagnes, le sous-développement, la pauvreté, la croissance rapide des centres

urbains. L'antagonisme entre le monde rural traditionnel et celui idéalisé des élites, urbain et modernisateur, caractérise une partie de sa réflexion sur la formation de la société brésilienne²⁶. Ce savoir social sur les classes populaires tend à interpréter la pauvreté comme le terreau favorable à la criminalité et à la subversion. Pacheco e Silva s'appuie également sur les idées avancées par l'historien français Louis Chevalier qui publie en 1958 son livre *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*. À l'instar de l'historien français, Pacheco e Silva voit l'évolution de la société comme le résultat de l'affrontement entre deux civilisations et met en avant des arguments physiologiques et biologiques pour expliquer la conduite criminelle des travailleurs appauvris. La représentation des classes populaires comme des mauvais sujets est nourrie par les politiques hygiénistes en vogue à la fin du XIX^e siècle. L'association des concepts hygiénistes avec des idéaux eugénistes donne alors naissance à un raisonnement politique complexe, à l'origine de nombreuses réformes sociales qui visent à réorganiser le travail et à maîtriser le mouvement syndical²⁷.

16 Pacheco e Silva pousse cependant ses analyses encore plus loin. Pour lui, les déséquilibres sociaux agissent au niveau psychique. La crise du développement qu'il observe a des conséquences diverses sur l'équilibre mental des travailleurs. Il extrapole le problème de chaque travailleur à l'ensemble des classes laborieuses et voit la société comme un corps organique qui reproduit au niveau macrosocial les fragilités psychiques attribuées à chaque personne. L'auteur associe son imaginaire médical à une représentation organiciste de la société où toute menace à la cohésion sociale est considérée comme une invasion par des corps étrangers²⁸. Dans cette perspective, les conflits sociaux sont interprétés comme les symptômes d'une maladie, le résultat de la reproduction dans le corps social d'éléments envahissants susceptibles de provoquer l'effondrement de la société.

17 Pacheco e Silva fait également le rapprochement entre les classes à revenus modestes et les électeurs de plus en plus nombreux à participer aux élections. Le nombre croissant d'électeurs pose, selon lui, un problème à l'épanouissement de la démocratie brésilienne : le peuple est irresponsable et ignorant, son manque de discernement au moment de voter ouvre la voie aux leaders manipulateurs. La critique du suffrage universel par Pacheco e Silva est à la fois une analyse du leadership et une attaque de la souveraineté populaire :

« De cette situation chaotique émergent toujours des leaders dotés de personnalités morbides ou mal intentionnées, dont le travail de prosélytisme se fait à travers une propagande démagogique, grâce à laquelle ils parviennent à dominer la masse amorphe qui se laisse emporter par des promesses fallacieuses et irréalisables. De nombreux peuples du monde, y compris ceux d'Amérique latine, ont subi les dommages matériels et surtout moraux les plus graves sous la domination de tels dirigeants. Lorsqu'ils parviennent à prendre le pouvoir, ils ne s'en retirent que par la force, recourant à toutes sortes de corruption pour exercer leur domination et satisfaire leurs ambitions personnelles²⁹. »

18 Pacheco e Silva pense que la masse est abruti et passive. Pour l'expliquer, il s'appuie sur une allégorie ancienne, utilisée au moins depuis le XVIII^e siècle, où la plèbe (les citoyens aux conditions de vie les plus modestes) est associée au peuple. Dans cette conception politique antérieure à la Révolution française, la masse populaire est passionnelle et n'a pas de volonté propre : elle fait ce qu'on lui dit de faire³⁰. L'image de la masse/peuple héritée de l'Ancien Régime est réinvestie par la psychologie sociale de la fin du XIX^e siècle, très en vogue à Paris à l'école du docteur Charcot de l'hôpital de la

Salpêtrière. Pacheco e Silva y suit dans les années 1920 une partie de ses études en tant qu'assistant du professeur Pierre Marie, figure centrale de ces années. Il rencontre aussi Georges Dumas et Pierre Janet, les principaux noms de la psychologie française qu'il accueille plusieurs fois à São Paulo³¹. Ce courant de pensée refuse le principe d'égalité et rejette l'entrée sur la scène politique des millions d'individus qui émergent des luttes sociales et revendiquent le droit de choisir par le vote leurs représentants politiques.

- 19 L'attitude politique des masses est au cœur de l'ouvrage de Gustave Le Bon, *La psychologie des foules*, paru en 1895, amplement cité par Pacheco e Silva. La foule est plus qu'une agglomération de personnes. C'est un groupe d'hommes réunis à l'occasion d'un grand événement national. Le Bon s'appuie sur l'idée de contagion et de suggestion hypnotique pour expliquer comment l'individu se fond dans une masse indifférenciée et homogène, et entre dans un état d'hypnose émotionnelle collective où il perd toute capacité de discernement. Cette analyse, marquée par des préjugés idéologiques antipopulaires, s'inscrit dans une dichotomie sans nuances opposant l'individu à la foule, le rationnel à l'irrationnel, le normal au pathologique³².
- 20 L'objectif de Pacheco e Silva, à l'instar de celui de Le Bon, est de comprendre la capacité de mobilisation du mouvement ouvrier et la formation du leadership. Le chef occupe une place centrale dans les mouvements sociaux : il répète des mots à consonance positive, fait des promesses, utilise des images fortes, des idées clés. Le chef fascine, suggère, manipule. Le problème posé est par conséquent celui du choix du meneur car la foule est un électorat³³. Les mauvais choix du peuple en matière électorale justifient les restrictions de la participation politique. Le suffrage populaire est vu comme une menace pour l'ordre établi car l'élection d'un meneur des masses peut transformer la démocratie en tyrannie³⁴. La tyrannie, effet pervers du suffrage universel, justifie l'usage de la force, un moyen extrême pour assurer l'alternance politique, un sacrifice temporaire des principes démocratiques pour sauver la civilisation. Si le peuple ne sait pas voter, il est sous-entendu qu'il ne doit pas participer. Quelques années plus tard, Pacheco e Silva reprend cette idée qu'il développe dans un article adressé à l'Association commerciale de São Paulo :
- « [L'un] des principaux devoirs des élites est de tenter par tous les moyens de contrôler le comportement des masses, afin d'éviter que des aventuriers, des arrivistes, des extrémistes et des subversifs ne prennent de l'avance et ne leur confient des idées néfastes, contraires aux intérêts suprêmes du peuple et à la souveraineté de la nation³⁵. »
- 21 Convaincu que seule l'élite est apte à diriger le pays, Pacheco e Silva pose clairement les limites de la démocratie. Sa vision élitiste de la société l'empêche de croire en la capacité des classes populaires à participer de manière autonome au processus politique.
- 22 De fait, l'évolution du vote au Brésil a totalement modifié le rapport de force entre les élites et les partis politiques. Le suffrage partiellement universel, prévu par la Constitution de 1946, a introduit un degré élevé d'incertitude politique et la capacité des partis et de leurs leaders à exercer un contrôle sur le processus électoral s'est érodée³⁶. Pacheco e Silva exprime ses craintes sur l'évolution possible de la politique, d'abord devant le syndicat patronal puis dans un article de presse. Ce discours contribue par là même à légitimer la place que l'auteur lui-même occupe dans la société. Cet actionnaire d'une banque d'investissement, par ailleurs professeur

d'université et héritier d'une famille de grands propriétaires terriens, voit les transformations sociales et économiques comme susceptibles de menacer l'équilibre politique et social.

- 23 En 1961, quand Pacheco e Silva intervient dans le débat public, la mobilisation des secteurs populaires est effectivement à son comble. Des syndicats ruraux sont créés dans les régions agricoles ; les ligues paysannes se développent dans le Nordeste ; les travailleurs urbains se réunissent au sein de la structure syndicale officielle et manifestent dans les rues lors de grands rassemblements³⁷. À Cuba, au Vietnam, en Algérie, en Chine, en Syrie, en Irak, de nombreux mouvements de libération nationale associent nationalisme et socialisme. Cette conjoncture de luttes nourrit la crainte manifestée par certains groupes politiques de droite et d'extrême droite qu'une radicalisation des mouvements populaires est possible au Brésil et un renversement de l'ordre établi probable.

La « révolution civique » contre le « mal-gouvernement »

- 24 En août 1961, le président Jânio Quadros démissionne après huit mois de gouvernement. Quadros était alors le premier président élu en dehors de l'alliance travailliste/social-démocrate forgée par le dictateur sortant Getúlio Vargas. Ancien maire de São Paulo, la plus grande ville du pays, Quadros n'a pas officiellement de parti. Sa victoire aux élections de 1960 est pourtant considérée comme une victoire des courants anti-Vargas en raison de l'appui qu'il reçoit de la coalition soutenue par l'UDN. Sa démission est vécue d'autant plus comme une trahison que son vice-président est issu des rangs du Parti travailliste brésilien et que la constitution prévoit alors des élections distinctes pour les deux postes.
- 25 Élu vice-président, João Goulart en vient à assumer la présidence de la République. Son investiture suscite les plus vives inquiétudes dans une partie importante de la société brésilienne, mais aussi à Washington. Pendant quelques jours, le pays vit au bord d'une guerre civile. Le processus de succession est entravé par l'intervention des trois ministres militaires soutenus par l'opposition réunie autour d'une partie de l'UDN. La presse, les associations étudiantes, les secteurs progressistes de l'Église, les syndicats et les forces militaires du Rio Grande do Sul, alors gouverné par le gendre de João Goulart, opposent leur résistance aux putschistes. Les parlementaires prennent froidement acte de la démission du président Quadros et ouvrent aussitôt les discussions pour préparer la transition et éviter la guerre civile. Ils proposent un amendement constitutionnel qui instaure un régime parlementaire où le président a uniquement le droit de désigner un Premier ministre responsable devant l'Assemblée nationale. Face à l'impasse, Goulart accepte et, le 7 septembre 1961, assume la présidence de la République sous régime parlementaire. Son entrée en fonction ouvre une période d'affrontements où de nombreux groupes et partis contestent sa légitimité.
- 26 Pacheco e Silva revient sur la présidence Goulart et affirme ses critiques dans un texte en français paru dans la revue *France-Amérique Magazine*, éditée par le Comité France-Amérique et distribuée aux États-Unis pour un public francophone. Ce texte s'insère dans une série de six articles en français, dont deux ont pour objectif d'expliquer l'avènement du nouveau régime et les difficultés économiques auxquelles le

gouvernement du général Castelo Branco (1964-1967) fait face. Son article « La Révolution brésilienne » de juillet 1964 est publié dans un numéro spécial sur l'Amérique latine pour préparer le voyage de Charles de Gaulle³⁸. Pacheco e Silva y écrit en tant que président du Comité France-Amérique de São Paulo. Il profite de cette tribune internationale pour exposer les raisons du renversement du président Goulart et pour expliquer sa vision de ce qu'il désigne comme la *révolution brésilienne* :

« Indubitablement, Goulart se situe comme le personnage central du drame brésilien. Disciple et protégé du dictateur Getúlio Vargas, il acquiert rapidement une importance énorme sur le scénario national, non par ses capacités de réalisateur, mais par son extraordinaire talent démagogique et l'appui que lui confère l'appareil communiste international³⁹. »

- 27 L'infiltration communiste n'est pas un argument neuf. Dès 1958, Pacheco e Silva insiste sur ce point dans ses conférences sur la guerre psychologique à l'École supérieure de guerre. Selon lui, la démocratie brésilienne n'est pas capable de résister aux « politiciens démagogues, égoïstes et sans scrupules, qui de manière éhontée courtisent les dirigeants communistes, en s'alliant avec eux lors des élections, en menaçant la stabilité du régime, en leur bénéficiant personnel⁴⁰ ». Le véritable visage de l'ennemi est celui des héritiers de Vargas, dont la poignée de main avec le leader communiste Luiz Carlos Prestes, pour sceller l'ouverture démocratique, en 1945, avait terni l'image du leader anticommuniste qu'il avait construite pendant les années de l'*Estado Novo* (1937-1945). Les héritiers à gauche de Vargas sont des prises de guerre du communisme conquérant et sont surtout de dangereux manipulateurs des masses.
- 28 Les accusations d'incapacité et d'imposture portées contre Goulart sont associées à la dénonciation de sa politique économique et de son nationalisme. Pacheco e Silva désavoue l'autorité du président, dénonce le manque de légalité de ses mesures et conteste sa légitimité. D'une manière plus générale, il s'oppose à tous les mouvements sociaux portés par le Parti travailliste brésilien et ne renonce jamais à l'idée d'une manipulation des masses qu'il associe à Getúlio Vargas et à ses héritiers politiques. Son opposition à ce qu'il nomme le « dictateur » doit être comprise comme une référence à l'*Estado Novo*, c'est-à-dire au régime autoritaire mis en place par Vargas à la suite d'un coup d'État, et aux deux projets politiques que Pacheco e Silva a toujours combattus : l'étatisme et la centralisation. La référence à la dictature n'est cependant pas qu'un abus de langage puisque Vargas avait souhaité implanter un État corporatiste, inspiré de l'État salazariste.
- 29 L'arrivée de João Goulart à la présidence encourage les organisations de gauche, menées par le Parti travailliste brésilien (PTB). Ses projets de réforme séduisent une importante fraction de la société, notamment dans les classes populaires. Goulart arrive au pouvoir avec un certain prestige et la promesse de changements mais ni son parti ni aucun autre n'ont les moyens de diriger le mouvement populaire vers une révolution politique et sociale⁴¹. Goulart inaugure son mandat par l'annonce d'une série de réformes, la plus controversée étant la réforme agraire. Le projet est pourtant limité car seules les terres inexploitées sont saisies et surtout celles situées à proximité des grands axes routiers ou ferroviaires ; les propriétaires sont par ailleurs indemnisés par des bons du trésor⁴².

« Quant au fameux réformisme de Goulart, dont la presse internationale s'est faite [*sic*] le champion assidu, mentionnons qu'au cours des deux ans et demi de son mandat, aucune réforme n'a été mise en application. En effet, ces réformes tant prêchées – et que la Constitution lui permettait d'accomplir en toute liberté – ne

l'intéressaient que comme thème de propagande démagogique et d'intimidation, destiné exclusivement à obtenir la réforme de la Constitution même, qui lui assurerait la permanence au gouvernement avec les pleins pouvoirs⁴³. »

- 30 En janvier 1963, grâce à un plébiscite, le président de la République obtient la majorité des votes pour revenir au régime présidentiel. Il renoue avec la gauche et convoque des meetings pour annoncer ses principales réformes : l'extension du droit de vote aux analphabètes et le contrôle du rapatriement des dividendes par les compagnies étrangères établies au Brésil. Les secteurs latifundistes craignent la mobilisation des masses rurales et sont terrifiés par la perspective d'une large réforme agraire, tandis que le secteur financier et industriel redoute la fuite des capitaux et les grèves. Ces peurs contribuent au climat de tension favorable à l'alliance entre les différents secteurs de l'opposition de droite qui durcissent leurs positions. Pour Pacheco e Silva et la partie la plus radicalisée de l'UDN, un point de non-retour est atteint⁴⁴ :

« Les événements se précipitent : les communistes convainquent Goulart que l'heure décisive a sonné. Ils montent le 13 mai 1964 à Rio de Janeiro une démonstration monstre, de type castriste, voire nazi. Cent mille participants scandent des slogans tandis que les orateurs appellent ouvertement à l'insurrection armée.

Devant ces menaces et ces provocations, les forces démocratiques ne peuvent plus rester indifférentes. Elles décident de riposter et font appel au peuple. Grâce à ce lent travail de mûrissement politique effectué en sourdine par des milliers d'éléments entraînés, la plus extraordinaire démonstration s'organise en cinq jours. Lorsque le 19 mars 1964 une gigantesque manifestation populaire se déroulant à São Paulo sous le signe de "la Famille avec Dieu pour la Liberté" déclencha une vague de civisme populaire qui déferla sur le Brésil entier, l'armée répondit à nouveau à la voix populaire et passa à l'action. Partout le peuple se lève⁴⁵. »

- 31 Pacheco e Silva célèbre les manifestations contre João Goulart comme des mouvements précurseurs, annonciateurs de l'intervention militaire, susceptibles de légitimer le nouveau régime. La « Marche de la famille avec Dieu pour la liberté » est organisée par l'association Campagne de la Femme pour la Démocratie (Campanha da Mulher pela Democracia, CaMDe). Fondée en 1962, à Ipanema, autour de femmes fréquentant la même église, cette association traduit les craintes et l'engagement politique d'une élite anti-communiste, catholique et blanche. En mars 1964, la CaMDe convoque sa première manifestation en réaction aux meetings présidentiels. À São Paulo, le cortège mobilise environ 500 000 manifestants, réunis autour de mots d'ordre anticommunistes. Il porte des affiches et des banderoles en référence à la révolte constitutionnaliste de 1932 et demande une intervention militaire pour destituer le président de la République et sauver la démocratie contre le mal-gouvernement. L'objectif de la CaMDe est de susciter l'indignation face à des hypothétiques menaces d'expropriation⁴⁶.
- 32 La référence aux marches permet à Pacheco e Silva de présenter le coup d'État comme une révolution populaire. C'est son principal argument pour démontrer que le peuple n'a pas donné son consentement à Goulart, parce qu'il se reconnaît dans les forces armées. L'armée populaire par sa constitution accomplit dans son action la volonté du peuple. Les militaires sont donc les légitimes représentants de la volonté de tous. Le peuple est convoqué pour donner son assentiment et pour attester de la dignité des nouveaux dirigeants. Il n'est pas convoqué pour les choisir⁴⁷. Ces manifestations sont une déclaration de consentement. Le prix à payer pour la paix sociale et la sécurité intérieure est élevé mais le peuple y consent pour obtenir la restauration de l'ordre et pour en finir avec la menace de subversion.

« Le peuple et l'armée, soutenus par seize des vingt et un gouverneurs d'État (démocratiquement élus) se mobilisent alors avec une rapidité et une coordination telles, que l'appareil communiste monté selon le lourd système hiérarchique ne parvient plus à réagir. Ses meneurs sont arrêtés, ses communications détruites et la Révolution triomphe presque sans coup férir, parce que populaire et spontanée⁴⁸. »

- 33 Dans les jours qui suivent la destitution du président Goulart, les polices militaires multiplient les perquisitions à domicile, les interventions arbitraires et les arrestations sans mandat de justice et en dehors de tout cadre légal. La répression cible d'abord des personnes liées d'une façon ou d'une autre au PTB et au PSD. Les anciens présidents Juscelino Kubitschek, Jânio Quadros et João Goulart sont déchus de leurs droits politiques. Des gouverneurs proches de l'ancien gouvernement, des parlementaires et des juges sont destitués. Des syndicalistes et des leaders du mouvement étudiant sont arrêtés et incarcérés. Mais la répression ciblée frustre les secteurs les plus radicalisés au sein des forces armées et de l'extrême droite qui attendent une large épuration de la société⁴⁹.
- 34 La première vague répressive conduit nombre d'hommes politiques et intellectuels à demander asile dans les ambassades des pays latino-américains et provoque des inquiétudes quant à la reconnaissance du nouveau régime. Fuyant la répression, les exilés s'installent en effet aux États-Unis ou en Europe, d'où ils dénoncent la brutalité du gouvernement militaire⁵⁰. Une semaine après le coup d'État, Castello Branco est élu premier général-président par l'Assemblée nationale réunie en collège électoral. Il livre une bataille pour maîtriser le récit des événements et cherche à légitimer le nouveau régime à tous les échelons mais d'abord à l'égard de ses partenaires internationaux, pour éviter les retombées négatives pour l'économie brésilienne.
- 35 Pacheco e Silva cherche dans les théories du consentement et du droit à la résistance les arguments pour justifier le changement de régime :
- « Il faut bien interpréter la Révolution Brésilienne comme une révolution à caractère populaire, et non comme une tentative hasardeuse d'une poignée de militaires ambitieux.
Répétons-le, il n'y a pas eu au Brésil de coup d'État, moins encore de putsch militaire. Il y a eu une légitime révolution civique réalisée par une grande nation démocratique et chrétienne⁵¹. »
- 36 Le coup d'État civil et militaire se veut une révolution libérale et civique, émanant de la volonté du peuple, dont la souveraineté est associée au droit de résistance à Goulart, à son nationalisme et par extension au socialisme et au communisme. Pacheco e Silva révèle une pensée complexe, héritière des intellectuels des années 1920 et 1930.
- 37 L'expression « révolution » pour désigner le coup d'État renvoie en effet à différents courants de pensée. De nombreuses interventions de jeunes officiers jalonnent la vie politique brésilienne et sont désignées comme autant de révolutions : la révolte des 18 du Fort de Copacabana de 1922, le soulèvement militaire à São Paulo de 1924 ou encore la longue marche de la Colonne Miguel Costa-Prestes de 1924-1927. Les lieutenants et capitaines récemment diplômés de l'école d'officiers de l'armée de terre défendaient un projet de modernisation et de refonte du système politique. Ils sont nombreux à donner leur appui à l'Alliance libérale, mouvement politique dirigé par Getúlio Vargas, puis à rompre avec lui, lorsque le Gouvernement provisoire (1930-1934) devient une dictature centralisatrice. Sous couvert d'éloge du vote à bulletins secrets, la critique du régime de la Première République (1889-1930) est antilibérale, proche des courants autoritaires et

antipopulaires, dont Oliveira Vianna, idéologue de l'*Estado Novo*, est un des principaux représentants⁵².

- 38 Le concept de révolution est réinvesti par les intellectuels brésiliens de droite, dans les années 1930, pour repenser le régime brésilien. La révolution revêt un sens positif, constructif, créatif et non destructif. D'abord inspiré par l'idée d'une révolution de type fasciste, le concept prend ensuite une connotation plus nationaliste : la révolution doit triompher sans coup férir, pour sauver le pays du communisme, de l'invasion des masses et pour le reconstruire⁵³. Le mot révolution est ainsi chargé d'un trop plein de sens qui l'éloigne de l'idée d'une rupture brutale avec l'ordre antérieur.
- 39 Dans les années 1950, l'idée de révolution crée une proximité sémantique avec la doctrine de la guerre révolutionnaire, un système de pensée d'origine militaire porteur d'une manière de voir la politique qui emprunte à l'art militaire son idée force : la politique est la continuité de la guerre par d'autres moyens. Dans cette guerre, l'ennemi est intérieur, indissociable de la population. Pour lui faire face, les États, les forces armées, les élites doivent articuler tous leurs efforts en une seule stratégie, la conquête des cœurs et des esprits par la peur et par la persuasion⁵⁴. La concurrence mimétique avec la guerre révolutionnaire communiste et les circulations paradoxales de manuels de contre-révolution donnent au concept un sens technique. La révolution devient une technologie politique où le facteur psychologique est déterminant.
- 40 La « révolution civique » remet le Brésil sur les chemins de la tradition, dans un mouvement de retour aux sources, pour refonder le pays. La difficulté à situer le point de départ réside dans la position même de Pacheco e Silva à l'égard de Getúlio Vargas et de ses héritiers politiques. Il a certes soutenu la révolution de 1930 et le renversement de la Première République mais il s'est aussi mobilisé pour défendre les particularismes de l'État de São Paulo⁵⁵. Aucun retour au système antérieur n'est possible, l'identité du nouveau régime doit être réinventée et un nouveau rapport au politique créé. Cette stratégie discursive affirme l'autorité du nouveau régime sur les institutions et sur les volontés individuelles y compris au sein des forces armées.
- 41 Le coup d'État du 31 mars 1964 marque la fin brutale de la première expérience démocratique brésilienne. Premier d'une série de coups d'État qui se succèdent en Amérique latine, il révèle la capacité de civils et de militaires à organiser des réseaux clandestins et à mettre en échec un gouvernement désigné démocratiquement. Mené à coups de téléphone entre généraux, de déplacements de troupes, de calculs de rapports de forces, pratiquement sans combat et presque sans effusion de sang, le coup est une action politique d'un type nouveau. La nature autoritaire du régime, son projet de transformation du Brésil et ses connexions avec les élites stimulent une vaste production intellectuelle qui légitime et justifie la brutalité de l'alternance politique.

Conclusion

- 42 Pour Pacheco e Silva, la destitution de Goulart est une action menée pour défendre des valeurs qu'il désigne comme propres à la civilisation occidentale, démocratique et chrétienne. Ces concepts renvoient à une pensée développée au Brésil depuis au moins les années 1920, pour repenser l'origine de la pensée politique brésilienne, la nature de l'autorité et sa transcendance. La civilisation renvoie à l'héritage et à la tradition. Pacheco e Silva s'appuie sur différents auteurs pour construire sa pensée. Il dénigre les demandes démocratiques insatisfaites des classes populaires et dénonce Goulart

comme un manipulateur des masses. Il justifie le coup de force antidémocratique comme une action menée par les seuls représentants légitimes de la nation, les élites et les militaires, contre l'usurpation du pouvoir par les meneurs des masses. Il s'appuie sur un ensemble d'idées et de représentations héritées d'un passé de luttes politiques, d'une tradition contre-révolutionnaire et d'une pratique autoritaire du pouvoir. Cette représentation qu'il construit de la démocratie a une forte dimension idéologique et discursive qui légitime le coup d'État et le régime qui a suivi⁵⁶.

- 43 Pacheco e Silva est ainsi un personnage clé dans la construction de la légitimité du coup d'État et du régime civil et militaire. Engagé dans une virulente campagne journalistique, il s'attaque aux fragilités de la démocratie brésilienne pour expliquer les dangers du suffrage universel et de la participation populaire au jeu politique. Il légitime ainsi l'action des militaires. Son militarisme, ses critiques du système démocratique et son appel à une politique dictée par les plus capables s'articulent à l'ensemble des voix diverses qui dénoncent l'illégitimité des présidents élus au suffrage universel direct.
- 44 Le gouvernement issu du coup d'État du 31 mars 1964 est particulièrement attentif aux lois et aux textes juridiques qui le légitiment, véritables prérequis pour le consentement à la domination : le nouveau régime est autoritaire mais promet à l'avenir le retour à la démocratie⁵⁷. Sa légitimité est complexe. L'équilibre entre la participation des civils et des militaires dans le processus de légitimation ainsi que le maintien d'une certaine forme de légalité permettent d'éviter toute assimilation du régime à une véritable dictature. Le concours d'intellectuels permet d'expliquer les fondements du régime et de montrer que le coup d'État et le nouveau régime ne sont pas uniquement le résultat de la volonté de militaires.

NOTES

1. La sociologie électorale montre la progression du nombre d'inscrits sur les listes électorales : de 7,5 millions en 1946, celui-ci passe à 18,5 millions en 1962. La participation aux élections présidentielles est aussi en nette progression et le nombre de votants passe de 6 millions en 1945, à 12 millions en 1960. L'interdiction de vote pour les analphabètes est souvent décrite comme un frein à la démocratie. Néanmoins, le taux d'analphabètes est lui aussi en franche diminution et passe de 54 % de la population en 1945, à 36% en 1962. Pour plus de détails, voir Gláucio Ary Dillon Soares, *A democracia interrompida*, Rio de Janeiro, Ed. FGV, 2001.

2. Angela de Castro Gomes, « Autoritarismo e corporativismo no Brasil: o legado de Vargas » [Autoritarisme et corporatisme au Brésil : l'héritage de Vargas], *Revista da USP*, São Paulo, n. 65, 2005, p. 105-119.

3. Maria Victoria de Mesquita Benevides, *A UDN e o udenismo. Ambiguidades do Liberalismo Brasileiro (1945-1965)* [L'UDN et l'udenisme. Ambiguïtés du libéralisme brésilien (1945-1965)], São Paulo, Paz e Terra, 1981, p. 203.

4. Angela de Castro Gomes, Jorge Ferreira, « Brasil, 1945-1964: Uma Democracia Representativa em consolidação » [Brésil, 1945-1964 : Une Démocratie représentative en consolidation], *Locus*:

Revista De História, vol. 24, n. 2, 2018, <https://doi.org/10.34019/2594-8296.2018.v24.20880> [site consulté le 25/10/2023].

5. Alexandre de Souza Costa Barros, *The Brazilian military professional socialization, political performance and State building*, thèse de doctorat em science politique, Université de Chicago, 1978, p. 169.

6. Je tiens à remercier Luiza das Neves Gomes, attachée de recherches à l'École supérieure de guerre de Rio de Janeiro et auteure d'une thèse d'histoire sur Antônio Carlos Pacheco e Silva, pour sa contribution dans les échanges, dans le repérage et la numérisation des sources utilisées dans ce travail.

7. Pour plus de détails sur la pensée de Pacheco e Silva en matière d'anticommunisme et de guerre psychologique, voir : Rodrigo Nabuco de Araujo, « L'appel à l'ennemi : l'anticommunisme à l'École supérieure de guerre au Brésil (1954-1964) », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 36, 2021. DOI : <https://doi.org/10.4000/framespa.10584> [site consulté le 25/10/2023] ; *Id.*, « Repensando a guerra revolucionária no Exército Brasileiro », *Contemporânea: historia y problemas del siglo XX*, Vol. 8, n°. 8, 2017, p. 87-104.

8. Gláucio Ary Dillon Soares, « Introdução », dans Gláucio Ary Dillon Soares, Maria Celina D'Araujo (dir.), *21 anos de regime militar: balanços e perspectivas* [21 ans de régime militaire: bilans et perspectives], Rio de Janeiro, FGV, 1994, p. 34.

9. Voir Carlos Fico, *Além do golpe: versões e controvérsias sobre 1964 e a ditadura militar* [Au-delà du coup d'État : versions et controverses sur 1964 et la dictature militaire], Rio de Janeiro, Record, 2004.

10. Renato Lemos, « Poder Judiciário e poder militar (1964 – 69) », Celso Castro *et alii.* (dir.), *Nova História militar brasileira*, Rio de Janeiro, FGV, 2004, p. 409-439.

11. Daniel Aarão Reis, *Dictadura e democracia no Brasil. Do golpe de 1964 à Constituição de 1988* [Dictature et démocratie au Brésil. Du coup d'État de 1964 à la Constitution de 1988], Rio de Janeiro, Ed. Zahar, 2014, p. 77.

12. Comissão Nacional da Verdade, « Civis que colaboraram com a ditadura », *Relatório*, vol. II, 2014, p. 313-338.

13. Francisco Assumpção Jr, « A ideologia na obra de Antônio Carlos Pacheco e Silva » [L'idéologie dans l'oeuvre d'Antônio Carlos Pacheco e Silva], *Revista Latinoamericana de Psicopatologia Fundamental*, vol. VI, n. 4, 2003, p. 39-53, <https://doi.org/10.1590/1415-47142003004004> [site consulté le 25/10/2023].

14. Gustavo Q. Tarelow, « Antônio Carlos Pacheco e Silva: psiquiatria e política em uma trajetória singular (1898-1988) » [Antônio Carlos Pacheco e Silva: psychiatrie et politique dans une trajectoire singulière (1898-1988)], São Paulo, Thèse de doctorat, Faculdade de Medicina, Universidade de São Paulo, 2018, p. 59.

15. *Annaes da Assembléa Nacional Constituinte 1933/1934*, vol. 1, Biblioteca Digital da Câmara dos Deputados, Centro de Documentação e Informação, p. 42, <https://bd.camara.leg.br/bd/handle/bdcamara/8266> [site consulté le 9 mars 2023]. Pacheco e Silva est élu député représentant les employeurs ou patrons de l'État de São Paulo. Le système politique de 1934 suit un modèle d'organisation corporatiste : en plus des représentants des États de l'Union, l'Assemblée constituante réunie des élus des secteurs économiques.

16. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « Um psiquiatra analisa a renúncia de Jânio » [Un psychiatre analyse la démission de Jânio Quadros], *O Globo*, Rio de Janeiro, 20 de setembro de 1961.

17. Tribunal Superior Eleitoral, *Registros de Partidos Políticos 1945-1979*, <https://www.tse.jus.br/partidos/partidos-registrados-no-tse/historico/registros-de-partidos-politicos-1945-a-1979-1/alianca-renovadora-nacional> [site consulté le 9 mars 2023].

18. Luiza das Neves Gomes, « Higiene mental e segurança nacional na obra de Antônio Carlos Pacheco e Silva » [Hygiène mentale et sécurité nationale dans l'oeuvre d'Antônio Carlos Pacheco e Silva]

e Silva], thèse de doctorat, Rio de Janeiro, Instituto de História, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2021, p. 243-245.

19. Pour tous les détails, voir son autobiographie Antônio Carlos Pacheco e Silva, *Reminiscências*, São Paulo, ed. União Cultural Brasil Estados Unidos, 1995.

20. René Armand Dreifuss, 1964. *A conquista do Estado: ação política, poder e golpe de classe* [La conquête de l'État : action politique, pouvoir et coup d'État classiste], Petrópolis, Vozes, 1981, p. 163.

21. Luiza das Neves Gomes, *Higiene mental e segurança nacional*, op. cit., p. 265.

22. *Direito à saúde* [Droit à la santé], São Paulo, 1934 ; *Problemas de Higiene Mental* São Paulo, Oficinas Gráficas do Hospital do Juqueri, 1936 ; *Psiquiatria clínica e forense* [Psychiatrie clinique et légale], São Paulo, Biblioteca Médica Brasileira, 1940 ; *Hippies, drogas, sexo, poluição* [Hippies, drogues, sexe et pollution], São Paulo, Martins Editora, 1974.

23. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « O papel das elites na civilização contemporânea » [Le rôle des elites dans la civilisation contemporaine], *Digesto econômico*, n. 285, octobre 1981. Sauf mention contraire, toutes les traductions ont été faites par l'auteur.

24. Antônio Carlos Pacheco e Silva, *A guerra subversiva em marcha*, São Paulo, Centro das Indústrias do Estado de São Paulo, 1961 (1959), p. 53.

25. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « Um psiquiatra analisa a renúncia de Jânio », *O Globo*, Rio de Janeiro, 20 de setembro de 1961, <https://oglobo.globo.com/acervo/> [site consulté le 9 mars 2023].

26. Angela de Castro Gomes, « A dialética da tradição », *Revista brasileira de Ciências Sociais*, n. 12, Rio de Janeiro, 1990.

27. Sidney Chaloub, « Classes perigosas » [Classes dangereuses], *Revista trabalhadores*, Campinas, Associação Cultural do Arquivo Edgard Leuenroth, Unicamp, n. 6, 1990.

28. Antônio Carlos Pacheco e Silva, *Guerra Psicológica*, Rio de Janeiro, Escola Superior de Guerra, 1958, Conférence prononcée dans le cadre de la formation des officiers du cours d'état-major et de commandement des forces armées de l'année 1958, C2-15-58.

29. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « Um psiquiatra analisa a renúncia de Jânio », art. cit.

30. Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992, p. 61.

31. Antônio Carlos Pacheco e Silva, *Reminiscências*, op. cit., p. 124-125.

32. Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Éditions du Seuil, 2008, p. 51-55.

33. Catherine Rouvier, *Les idées politiques de Gustave Le Bon*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, p. 129.

34. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991, p. 46-49.

35. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « O papel das elites na civilização contemporânea », art. cit.

36. Angela de Castro Gomes, Jorge Ferreira, « Brasil, 1945-1964: Uma Democracia Representativa em consolidação », op. cit.

37. Maria Helena Moreira Alves, *Estado e oposição no Brasil 1964-1984*, Petrópolis, Vozes, 1989 (5^e ed.), p. 21.

38. Pour plus de détails concernant le voyage de Charles de Gaulle en Amérique latine, voir Maurice Vaisse (dir.), *De Gaulle et l'Amérique latine*, Rennes, PUR, 2014.

39. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « La Révolution brésilienne », *France-Amérique Magazine*, n° spécial Amérique latine, 1964, 3^e trimestre, p. 110-112.

40. Antônio Carlos Pacheco e Silva, *Guerra psicológica*, op. cit., p. 12.

41. Renato Lemos, « Contrarrevolução, ditadura e democracia no Brasil », Carla Luciana Silva, Gilberto Calil, Marco Antônio Both da Silva (dir.), *Ditaduras e democracias: estudos sobre poder, hegemonia e regimes políticos no Brasil (1945-2014)* [Dictatures et démocraties: études sur le pouvoir, l'hégémonie et les régimes politiques au Brésil (1945-2014)], Porto Alegre, FCM éd., 2014, p. 71-86.

42. Mario Grynszpan, « O período Jango e a questão agrária: luta política e afirmação de novos atores » [Le Danger Jango - João Goulart - et la question agraire : lutte politique et affirmation de

nouveaux acteurs], dans Marieta de Moraes Ferreira (dir.), *João Goulart: entre a memória e a história*, Rio de Janeiro, éd. FGV, 2006, p. 57-77.

43. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « La Révolution brésilienne », *op. cit.*
44. Maria Victoria de Mesquita Benevides, *A UDN e o udenismo*, *op. cit.*, p. 188.
45. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « La Révolution brésilienne », *op. cit.*
46. Janaina Martins Cordeiro, « Direitas e organização do consenso sob a ditadura no Brasil: o caso da Campanha da Mulher pela Democracia (Camde) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, mis en ligne le 02 octobre 2017, DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.71513> [lien consulté le 25/10/2023].
47. Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*, *op. cit.*, p. 31
48. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « La Révolution brésilienne », *op. cit.*
49. Maria Helena Moreira Alves, *Estado e oposição no Brasil*, *op. cit.*, p. 61-64.
50. Pour plus de détails concernant l'exil brésilien pendant le régime civil et militaire, voir Denise Rollemberg, *Exílio: entre raízes e radares*, Rio de Janeiro, Ed. Record, 1999.
51. Antônio Carlos Pacheco e Silva, « La Révolution brésilienne », *op. cit.*
52. Maria Cecília Spina Forjaz, *Tenentismo e política: tenentismo e camadas médias urbanas na crise da Primeira República* [Le mouvement des jeunes officiers et la politique : jeunes officiers et couches moyennes urbaines dans la crise de la Première République], Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1987.
53. Diogo Cunha, « Os conceitos de democracia e revolução no pensamento autoritário de direita entre a ditadura do Estado Novo e o fim do regime militar », *Revista Política Hoje*, vol. 27, 2018, p. 85-122.
54. Rodrigo Nabuco de Araujo, « L'art français de la guerre. Transferts de la doctrine de la guerre révolutionnaire au Brésil (1958-1974) », *Cahiers des Amériques latines*, 70, 2012, mis en ligne le 01 juin 2014, DOI : <https://doi.org/10.4000/cal.2339> [site consulté le 8 juin 2023].
55. Pacheco e Silva, *Reminiscências*, *op. cit.*, p. 172.
56. Anthony Pereira, *Political (in)justice: authoritarianism and the rule of law in Brazil, Chile and Argentina*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2005, p. 32.
57. Márcia Pereira da Silva, « História e culturas políticas: as concepções jurídicas evocadas pelos governos militares enquanto instrumento de obtenção de legitimidade » [Histoire et cultures politiques: les conceptions juridiques utilisées par les gouvernements militaires comme instrument de légitimation], *História*, São Paulo, n. 28 (2), 2009, p. 17-42.

RÉSUMÉS

Au Brésil, en avril 1964, le coup d'état civil et militaire destitue le président constitutionnel João Goulart. Malgré la violence de la rupture institutionnelle, le régime autoritaire se veut transitoire et promet à l'avenir le retour à la démocratie. Les militaires et tous ceux qui les soutiennent interviennent au nom du peuple. Ce peuple qui ne sait pas voter parce qu'il manque de discernement, parce qu'il souffre d'une fragilité psychique qui le rend inapte à choisir lui-même ses dirigeants. La défense de la démocratie n'est pas un prétexte, la démocratie est d'abord une valeur morale, elle est aussi le reflet d'une idéologie autoritaire, elle traduit enfin la volonté d'appartenir à une communauté internationale, l'Occident démocratique et chrétien. Pour étudier cette représentation autoritaire de la démocratie, nous nous penchons dans ce texte sur

les écrits d'Antônio Carlos Pacheco e Silva, médecin psychiatre, professeur à l'Université de São Paulo, intellectuel organique des oligarchies paulistes, défenseur de l'intervention des forces armées comme une thérapie pour sauver la société malade.

In Brazil, in April 1964, a civil-military coup d'état deposed the constitutional president João Goulart. Despite the violence of this institutional breakdown, the authoritarian regime purported to be merely transitional and promised a return to democracy in the future. The military and all those who supported it intervened in the name of the people. They portrayed the people as incapable of voting due to a lack of discernment, as they suffered from a mental fragility that made them unable to choose their own leaders. The defense of democracy was not just a pretext; democracy was primarily seen as a moral value and a reflection of authoritarian ideology. Ultimately, the movement expressed a desire to belong to the international community, the Western Christian democratic civilization. To examine this authoritarian representation of democracy, this article explores the writings of Antonio Carlos Pacheco e Silva, a psychiatrist and professor at the University of São Paulo. He was considered an organic intellectual of the Paulist oligarchies and encouraged a military intervention to heal a sick society.

INDEX

Mots-clés : légitimité politique, classes populaires, révolution, conservatisme brésilien, manipulation des masses

Keywords : political legitimacy, popular classes, revolution, brazilian conservatism, mass manipulation

AUTEUR

RODRIGO NABUCO DE ARAUJO

Rodrigo Nabuco de Araujo est maître de conférences en civilisation de l'Amérique latine à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, actuellement accueilli en délégation CNRS au laboratoire FRAMESPA UMR 5136. Auteur de l'ouvrage *Les diplomates en uniforme. L'outil militaire dans la diplomatie française au Brésil (1954-1974)*, paru aux Presses universitaires de Reims en 2022, il a aussi publié des articles sur les transferts culturels, politiques et doctrinaires entre la France, le Brésil et l'Algérie. Ses recherches portent sur les intellectuels brésiliens de droite, leur rapport à la démocratie et au conservatisme, et leurs liens avec des intellectuels français dans les années 1950 à 1970. Il a notamment publié : Maud Chirio, Diogo Cunha, Rodrigo Nabuco de Araujo (dir.), *Crise política e virada conservadora no Brasil (2014-2018). O abismo brasileiro no espelho do mundo* (Ed. Appris, Curitiba, avril 2021) ; « "Le Brésil n'est pas un pays sérieux" (1960-1974) », dans Manon-Nour Tannous (dir.), *Fréquenter les infrequentables. Le choix de l'interlocuteur en diplomatie* (CNRS Éditions, 2023) ; « L'appel à l'ennemi : l'anticommunisme à l'École supérieure de guerre au Brésil (1954-1964) » (*Cahiers du FRAMESPA* [En ligne], 2021, <https://doi.org/10.4000/framespa.10584>) ; « A voz da Argélia. A propaganda revolucionária da Frente de Libertação Nacional argelina no Brasil. Independência nacional e revolução socialista (1954-1962) » (*Estudos Históricas*, Rio de Janeiro, vol. 30, no 61, 2017, p. 401-424).